

**ÉGYPTE**

**La mort d'électeurs tués par des policiers nécessite une enquête indépendante de toute urgence**

*Index AI : MDE 12/039/2005*

*ÉFAI*

Vendredi 9 décembre 2005

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>

**DÉCLARATION PUBLIQUE**

Amnesty International appelle le gouvernement égyptien à ouvrir de toute urgence une enquête indépendante sur les tirs policiers qui ont provoqué la mort d'au moins huit personnes et en ont blessé dix autres devant des bureaux de vote le 7 décembre. Selon l'organisation, les efforts des enquêteurs devraient se concentrer sur les circonstances dans lesquelles les policiers ont eu recours à l'usage meurtrier d'armes à feu et faire en sorte que tout policier ou agent ayant eu recours ou ordonné le recours à une force excessive soit traduit en justice.

Plusieurs personnes ont été tuées lorsque des policiers ont ouvert le feu sur la foule qui tentait d'accéder aux bureaux de vote à al Daqahlia, al Sharqia et dans d'autres régions lors de la troisième et dernière phase des élections parlementaires égyptiennes. Les bureaux de vote concernés avaient été fermés ou leur accès interdit par la police. Les policiers ont tiré à balles réelles mais ont également fait usage de gaz lacrymogènes et de balles en caoutchouc pour essayer de disperser la foule. Saeed al Deghidi, Shaaban Abu Rabaa, Atif Ahmed de Damietta, Tamir al Qamash et Mohammed al Bahrawy de al Daqahlia, Mostafa Abd al Salam, Mohammed Aliwa et Mohammed Gazzar de al Sharqia sont morts. Parmi les personnes blessées par balles ou touchées par les grenades lacrymogènes figure un adolescent de quinze ans, Izzat Rafat Seddiq, de al Daqahlia.

La police a également arrêté de nombreux proches, délégués et partisans des candidats de l'opposition ; des policiers en ont empêché d'autres d'entrer dans les bureaux de vote et ont fermé plus d'une centaine de bureaux de vote dans des régions connues pour être des bastions de l'opposition. La police aurait par exemple empêché tout vote dans les bureaux du village de Kum al Nur à al Daqahlia, où l'opposant Shafiq al Deeb se présentait comme candidat indépendant. ●